

Jean Ziegler et la faim du monde

Le sociologue genevois prononce ce jeudi un important discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en tant que rapporteur pour le droit à l'alimentation. Portrait.

Etienne Dubuis

In Le Temps, Jeudi 25 octobre 2007

Dénoncer le scandale. A 70 ans passés, Jean Ziegler gravira une nouvelle fois les marches d'une tribune, ce jeudi 25 octobre, pour dénoncer le scandale. Et quel scandale! Devant quelle tribune! A titre de rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, il pourfendra devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York l'injustice réservée aux quelque «854 millions de personnes» qui souffrent de la faim aujourd'hui sur la Terre. Un chiffre, insistera-t-il, qui augmente chaque année depuis 1996. Et ce, bien que les moyens existent de nourrir 12 milliards d'êtres humains, le double de la population mondiale actuelle.

Que faire? Un rapporteur est censé le dire. Et Jean Ziegler le fera à sa manière, en avançant trois recommandations qui sont autant de révolutions en puissance. Il appellera la communauté internationale à davantage de cohérence, soit à éviter les mesures de libéralisation susceptibles de saboter l'aide au développement. Il demandera un moratoire de cinq ans sur la conversion de terres agricoles à la production de biocarburants. Et il prescrira la création d'un statut de réfugié de la faim aussi contraignant pour les Etats que celui de réfugié politique.

Sacré programme! Sans chance d'être adopté dans l'immédiat, cela va de soi. Mais peut-être un jour, partiellement. Une forme de testament, surtout, puisqu'il s'agira pour l'orateur de l'un de ses derniers discours devant la prestigieuse assemblée. Voire du dernier.

Le poste de rapporteur échoit normalement à ses titulaires pour une période maximale de six ans. Or, élu en 2000 et réélu en 2003, Jean Ziegler était censé abandonner sa charge en 2006. Seul un concours de circonstances - le remplacement de la Commission des droits de l'homme, à laquelle il était attaché, par le Conseil des droits de l'homme - en a décidé autrement. Mais son mandat arrive quoi qu'il en soit à son terme. Et si aucune date n'a été fixée officiellement, certains parlent de mars prochain. Déjà.

Difficile d'imaginer le sociologue genevois à la retraite. Dans le bistrot de quartier où il nous a donné rendez-vous peu avant de s'envoler pour New York, il apparaît tel qu'on l'a toujours connu: pourfendeur impétueux de l'ordre établi et avocat fougueux des grands chambardements. Incurable optimiste qui ne s'interdit jamais de rêver à des lendemains qui chantent malgré une vision noire du présent. Avec cette envie inlassable de convaincre à la ronde, à grand renfort de formules massues et de chiffres chocs. Formules simplistes? Chiffres articulés à la légère? Le reproche lui en est fait régulièrement mais n'a pas empêché son élection. «Le secrétaire général était à la recherche d'une personne capable d'affronter le scepticisme de l'Occident. Et qui peut mieux le faire qu'un Occidental critique? Mon mandat est d'abord une arme contre le massacre.» Le ton est donné.

Qui dit massacre dit guerre. Et qui dit guerre dit ennemi. Un ennemi que Jean Ziegler désigne: le libéralisme débridé et, au-delà, toutes les institutions qui le servent, du gouvernement américain à l'Organisation mondiale du commerce, en passant par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le sociologue assure ne pas être un doctrinaire et déclare volontiers que le libéralisme a fait beaucoup pour la croissance de l'économie dans les années qui ont suivi la chute du Mur. Mais, nuance-t-il aussitôt, il a abouti rapidement au règne sans partage de quelques centaines de multinationales, soit à ce qu'il appelle une «reféodalisation du monde», qui plombe tout espoir de partage équitable des richesses.

La guerre est déclarée. De longue date. «Les Etats-Unis ont voté systématiquement contre moi, contre la création de mon poste, contre ma nomination, contre le renouvellement de mon mandat et contre mes propositions, commente le Genevois. Ils s'opposent à l'idée même de droits économiques et sociaux reconnus aujourd'hui par l'ONU. En toute bonne foi: pour eux, seul un marché complètement libéralisé peut résorber la faim. Mais je ne peux que constater qu'avec ce système la pyramide des martyrs grandit sans cesse: 2,2 milliards d'êtres humains vivent en ce moment sous le seuil de pauvreté.» Pour Jean Ziegler, comme pour un auteur célèbre, «entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère». Et puis, les tenants du marché ne lui paraissent pas tenir compte de l'urgence du problème. Prôner la croissance en promettant qu'une pluie d'or suivra, c'est ignorer que le drame se déroule maintenant et qu'il faut y remédier tout de suite, dit-il. Le temps, c'est de la vie humaine.

Le sociologue suscite en Suisse des réactions aussi vives que contrastées. A l'image de son propre discours. Certains se gaussent du «placard doré» que représenterait pour lui le poste de rapporteur. Cette formidable occasion de défendre les forçats de la faim d'un cocktail à l'autre lui irait comme un gant. Et son discours correspondrait parfaitement à la nature de sa fonction, déclamatoire, décorative et sans prise aucune avec le réel. Mais d'autres ne tarissent pas d'éloges. «Il faudrait plus de gens comme ça, assure par exemple Liliane Ortega, spécialiste des questions d'environnement auprès de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). Jean Ziegler a non seulement la dose d'énergie nécessaire pour assumer une telle fonction, mais il montre une grande curiosité pour les problèmes concrets des gens. Et comme il ne manque pas de courage, il porte à chaque occasion le couteau dans la plaie en dénonçant les scandales qu'il constate. Il est notre Voltaire, un personnage très critiqué mais toujours prêt à prendre le parti de ceux que personne ne défend.»

Celui des dictateurs, par exemple! rétorquent les plus critiques. Tel Hillel Neuer, directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale (mais très sensible aux attaques contre l'Etat d'Israël) UN Watch. L'homme n'a toujours pas pardonné à Jean Ziegler son rapport sévère sur la situation alimentaire dans les territoires occupés. «C'est un loup déguisé en agneau, accuse-t-il. Comme une horloge cassée, il a raison deux fois par jour. Mais tout le reste du temps, il abuse de son poste et de la confiance des Nations unies pour réaliser l'œuvre de sa vie, qui est de faire l'apologie des tyrans. Savez-vous qu'il est un ami proche de Kadhafi? Et qu'il y a quelques années le colonel libyen a voulu lui décerner un prix à son nom, une récompense offerte par ailleurs à des gens comme Fidel Castro et Hugo Chavez? Un démocrate, lui? C'est une plaisanterie.»

Le son de cloche est tout autre du côté de l'Union européenne. «Jean Ziegler accomplit un travail remarquable, assure Jean Feyder, représentant permanent du Luxembourg auprès

des Nations unies à Genève et spécialiste reconnu des problèmes de développement agricole. Dans le domaine très complexe qui est le nôtre, le rapporteur doit présenter une bonne capacité d'analyse. Or, votre compatriote nous confronte à des descriptions très fouillées des rôles tenus par les divers acteurs impliqués, Etats, organisations internationales et entreprises. Et ce sans craindre les difficultés politiques. Sa façon de décrire le phénomène de la faim dans ses différentes dimensions représente par ailleurs un apport bienvenu dans l'enceinte des Nations unies où chacun a tendance à travailler dans son coin sur des problèmes particuliers.»

A quelqu'un qui lui demandait à quoi il servait concrètement, le rapporteur a répondu que s'il manquait lui-même cruellement de moyens, il avait l'ambition de créer peu à peu un «pouvoir de la honte». Et que ce pouvoir-là était susceptible de forcer un jour le changement partout où une population souffre de la faim. La formule est forte. Au risque de n'être qu'une formule. «Jean Ziegler mise trop sur le cœur, souffle l'un de ses critiques. Le développement est d'abord une histoire de tête.»

A vérifier sur le terrain. Andrew Clapham, directeur de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, se dit convaincu de la méthode Ziegler. «Son activisme a attiré l'attention des médias et du grand public, ce qui est essentiel, explique le professeur. Il est devenu impossible à un ministre de se comporter comme si le droit à l'alimentation n'existait pas. Je connais des gouvernements qui réfléchissent maintenant à deux fois avant de fixer leur politique agricole, sachant que Jean Ziegler se tient en embuscade, prêt à leur fondre dessus.»

[top](#)

Dates clés

Le Temps

1934: Naissance à Thoune.

1953: Jean Ziegler quitte la Suisse pour s'installer à Paris, où il s'inscrit à l'Institut d'études politiques et à la Faculté de droit.

1963: Publication d'un premier ouvrage, «La contre-révolution en Afrique». Et premier mandat politique, comme conseiller municipal socialiste de la Ville de Genève.

1967: Première élection au Conseil national, qu'il quittera en 1999.

2000: Nomination comme rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation.